

Initiatives ministérielles

l'ONF des programmes qui consacrent un temps égal à des points de vue opposés.

Ce sont les radiodiffuseurs qui ont des licences pour prendre des décisions en matière de programmation. On affaiblirait gravement leur sens des responsabilités en autorisant des organisations qui n'ont pas de licence, si valables soient-elles, à se servir du réseau de radiodiffusion qui a un mandat législatif à remplir pour diffuser leurs oeuvres.

[Français]

M. Phillip Edmonston (Chambly): Monsieur le Président, moi aussi j'aimerais bien appuyer les motions n^{os} 8 et 9 dans ce projet de loi, surtout parce que, comme député venant du Québec, je trouve extrêmement important d'avoir un contenu canadien dans la programmation de Radio-Canada. Mais j'aimerais bien aller un peu plus loin que cela, monsieur le Président. Je trouve qu'il est essentiel, si on parle du fait que l'on devrait avoir un contenu canadien dans notre programmation, d'encadrer cette programmation de façon à avoir une préférence pour un service de réseau d'information en français, mais un service de réseau d'information continue, ce qu'on appelle, en anglais, *All News Network* ou *All News Programming*. Cela n'existe pas encore en français. Et mes collègues qui parlent français sont surtout, j'en suis sûr, au courant du fait qu'en anglais on a ce genre de programmation, mais en français on n'a rien. Et, quand on parle du Québec, comme société distincte, le Québec est distinct pourquoi? Il est distinct parce qu'on y parle français, parce qu'on y a une culture française, parce qu'on y a même une loi qui est différente, une loi qui est basée sur le Code civil. C'est la raison pour laquelle, quand on parle de contenu, nous avons besoin d'encadrer ce contenu dans un réseau d'information continue en français.

Je vois ici à la Chambre quelques-uns des mes amis qui sont également d'anciens journalistes des médias électroniques, et ils savent très bien que le public en général est extrêmement intéressé par les nouvelles. C'est pour cette raison que le réseau d'information continue, que la programmation d'information continue est si populaire chez les anglophones. Le réseau *News World*, notamment, est extrêmement populaire, mais au Québec on n'a pas un tel service. Donc ce genre de service est extrêmement important.

Mais je vais vous donner d'autres raisons pour lesquelles je trouve que ce contenu est important dans un encadrement d'un réseau d'information continue en français. Étant donné que le gouvernement, présentement, est en train d'adopter une loi ou de nous imposer une loi relative à la taxe sur les produits et services, mieux connue sous le nom de TPS, la lecture des livres va diminuer, c'est entendu, et même certaines gens ont dit que les ventes de livres vont baisser de 25 p. 100. Cela

veut donc dire que s'il y a un taux d'alphabétisation au Canada qui varie entre 25 et 28 p. 100, davantage de gens, de plus en plus, vont recevoir des informations des services de nouvelles, à la radio, mais surtout à la télévision.

• (1750)

Donc, quand on parle ici, avec les motions n^o 8 et n^o 9, d'ajouter un contenu canadien, je suis tout à fait d'accord avec cela, mais je voudrais bien l'encadrer par un réseau d'information continue en français pour répondre aux besoins des Québécois et de tous les Canadiens de langue française qui veulent savoir ce qui se passe dans le monde, au Canada, en français. C'est extrêmement important.

Encore là, monsieur le Président, je peux vous dire qu'autant je suis en faveur d'un contenu canadien encadré dans un réseau d'information continue en français, j'ai une certaine réserve à l'effet que cette information peut être biaisée, cette information peut en être une qui ne soit pas objective. Pourquoi? Parce que le service de Radio-Canada peut être obligé d'agir selon un critère que je trouve inquiétant, et il s'agit du critère que l'on retrouve dans la loi au sujet de l'unité nationale.

Je suis en faveur de l'unité nationale et je crois que mes collègues le sont également. On est tous en faveur de l'unité nationale. Les députés ici à Ottawa sont tous en faveur. Comme ancien journaliste, j'ai personnellement travaillé à Radio-Canada, vous le savez, à Québec, pendant trois ans, en français et j'ai travaillé en anglais à CFCF, comme mon collègue le sait, j'ai travaillé à *The Gazette* comme chroniqueur et finalement, j'ai travaillé à la radio à Montréal, à CKVL. Mais mettre dans un projet de loi un article qui expliquerait le mandat d'un réseau comme Radio-Canada, pour promouvoir l'unité canadienne, cela me donne des frissons. Pas parce que je suis contre l'unité canadienne, loin de là! C'est parce que je suis journaliste et je pense que je comprends ce que les gens, mes amis, mes collègues libéraux veulent faire. Ils veulent avoir la réalisation de ce rêve d'un Canada complètement d'accord de l'Est à l'Ouest. Mais cela n'arrivera jamais! Il y aura toujours des tensions dynamiques entre l'Ouest et l'Est; entre les anglophones et les francophones. C'est normal, ça. Ça s'appelle le Canada, c'est normal. C'est un peu comme les partis politiques qui se fragmentent un peu. Cela reflète pas mal la fragmentation de notre société: l'Ouest, l'Est, les francophones, les anglophones.

Ce n'est pas une chose négative en soi, je pense même que c'est positif. C'est pour cette raison que je trouve que le contenu canadien, c'est très bon, je suis d'accord avec cela, c'est important, mais j'ai des réserves sur la question de la promotion de l'unité canadienne. Comme journaliste, je trouve que l'importance ou l'objectif principal de la diffusion de l'information, c'est de présenter de l'information honnête, claire, précise et vite!